

AUX ÉTATS-UNIS AUSSI, L'AVENIR EST À LA LUTTE DE CLASSE

Donald Trump pavoise. Il est élu président des États-Unis avec cette fois non seulement la majorité des grands électeurs, mais la majorité des voix dans le pays. Ses partisans ont décroché en même temps la majorité au Sénat et conserveront probablement la majorité à la Chambre des députés.

Victoire de Trump... ou déroute des Démocrates ?

La « victoire politique jamais vue » aux États-Unis dont Trump se flatte a été obtenue... en faisant seulement 200 000 voix de plus que lors de sa défaite de 2020. Si Trump a été élu, c'est d'abord que son adversaire démocrate a perdu 10 millions des voix obtenues par le président sortant Joe Biden il y a quatre ans. Kamala Harris ne les a pas perdues toute seule. C'est tout le Parti démocrate au pouvoir qui a été sanctionné.

Harris vantait la bonne santé de l'économie américaine, sa croissance insolente. Ses partisans (dis)qualifiaient de « fake news » trumpistes les critiques sur la pauvreté croissante d'un grand nombre d'Américains de milieu modeste. Mais l'inflation est une réalité : +25 % sur les prix alimentaires, +54 % sur le logement, +61 % sur l'énergie depuis 2019 ! La seule catégorie où les Démocrates ont fait plus de voix qu'il y a quatre ans, c'est celle des ménages gagnant plus de 200 000 dollars par an, qu'on peut comparer à un salaire net mensuel de 10 000 euros en France. C'est dire si les Démocrates ont servi les riches et les capitalistes ces quatre dernières années.

Trump est l'ennemi de tous les travailleurs

Trump servira les nantis et les gavés aussi bien. Il promet de régler rien de moins que tous les problèmes des Américains. Mais il confie au milliardaire raciste et fascisant Elon Musk le soin de passer les services publics à la tronçonneuse. Il parle de liberté, mais menace de prison – voire pire – tous ceux et celles qui ne partagent pas sa vision raciste et misogyne du monde, ou sa négation du changement climatique.

Il promet un « âge d'or »... qui sera d'abord fait de l'enfer des immigrés. S'il menace de les rafler et de les ex-

pulser par millions, y compris certains qui n'ont plus aucune attache dans leur pays d'origine, c'est pour les terroriser, les pousser à raser les murs et se laisser exploiter en silence. C'est donc pour affaiblir tous les travailleurs face à leurs employeurs. C'est pour diviser cette classe ouvrière américaine qui relève la tête et pourrait très bien retourner sa colère... contre la nouvelle équipe au pouvoir.

Vive les luttes de nos frères et sœurs de classe !

En France, certains d'entre nous, travailleurs, reprochent à tous les Américains pris en bloc les crimes de leurs dirigeants partout sur la planète. Ils confondent antiaméricanisme et anticapitalisme. Depuis un an, une série de grèves majeures ont montré que les travailleurs des États-Unis, natifs et immigrés, Blancs et Noirs, hommes et femmes, au coude-à-coude ont réussi à imposer des hausses de salaire substantielles : 40 % dans l'automobile, 38 % chez Boeing, et 62 % chez les dockers. Certes, aussi impressionnants soient ces chiffres, ils ne sont qu'un rattrapage des pertes liées à des années de salaires bloqués.

Mais justement, après des années à suivre des dirigeants syndicaux prêchant l'entente avec les patrons, les travailleurs reprennent le chemin de la lutte. Or, l'élection américaine montre qu'il n'y a pas d'ami du monde du travail parmi les prétendants au pouvoir. Aux États-Unis comme en France, il manque aux travailleurs un parti capable de rivaliser avec les 50 nuances de partis bourgeois. Pas pour leur disputer des places dans les institutions au service des patrons et des riches, mais pour organiser la prise du vrai pouvoir : celui de diriger la société.

Des licenciements et des contestations un peu partout

Les licenciements touchent actuellement beaucoup d'entreprises comme Stellantis, MA France (où 150 travailleurs sont en grève en ce moment), Volkswagen, Auchan, Vencorex, ou Michelin. Pas moins de 150 000 emplois sont menacés en France alors que toutes ces entreprises se sont gavées de profits depuis des années. **Seul un mouvement général de protestation de la classe ouvrière pourrait faire peur au patronat et l'obliger à reculer sur ces fermetures d'usines et les licenciements.** En partant des grèves qui éclatent aujourd'hui site par site, il faudra passer à l'étape supérieure en nous coordonnant entre salariés au-delà de nos entreprises.

Edition spéciale

Fermeture de certaines PICs, surcharge dans les autres : ça ne peut plus durer !

Fermetures de PICs en cascade

Partout en France, La Poste ferme des PICs. Les sites de Clermont-Ferrand, Poitiers, Roye, Roissy, Strasbourg, Orléans et le CNAP de Briec-Comte-Robert sont en processus de fermeture. Et avec elles, ce sont près de 1500 postes qui vont être supprimés. Un véritable plan social.

Pas de licenciement, vraiment ?

Si, pour l'instant, La Poste se targue de ne pas faire de licenciements directs, c'est pour mieux se débarrasser de collègues présents sur ces sites, en les expédiant à l'autre bout du monde. Nous sommes un paquet d'Arras à en faire l'expérience tous les jours depuis 2016, en faisant la route jusqu'à Lesquin. Et quand les collègues refusent ces mutations, la boîte les « encourage » à faire des ruptures conventionnelles. Ou, plus simple encore, elle licencie pour inaptitude.

Roye est mort, vive le Roye.

À Lesquin, nous sommes bien placés pour comprendre la situation. En septembre, il n'y avait déjà plus de place sur aucun quai, ni sur aucune zone de stock. Et voilà qu'en novembre – en plein démarrage de la PIC période – nous récupérons le courrier de la Somme, avec la fermeture programmée de la PIC de Roye. Tous les services sont en surcharge de travail, dans des conditions souvent chaotiques. Une expérience qui permet de révéler les véritables raisons de ces fermetures d'usine : se débarrasser de certains postiers afin de faire travailler plus durement les autres.

Un calcul pourtant simple à faire

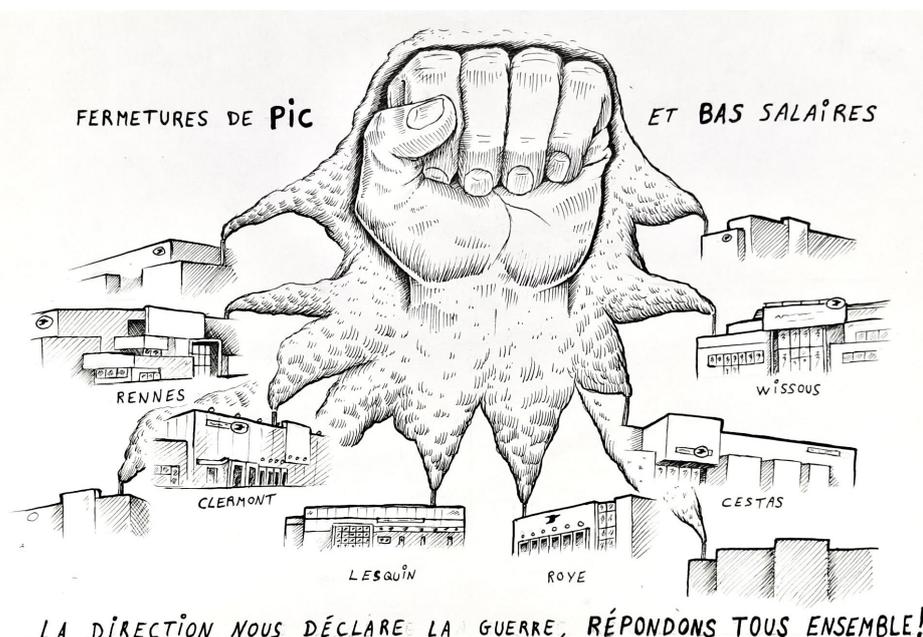
Nous récupérons donc le courrier de la Somme qui était traité par la PIC de Roye. Cette PIC traitait le courrier de 3 départements et comptait plus de 200 collègues embauchés (sans compter les intérimaires). Étant donné que nous récupérons un des trois départements de cette PIC, nous devrions récupérer l'équivalent d'un tiers de son effectif, soit 80 collègues. Mais voilà que la direction annonce ... 15 embauches. Et encore ! Il s'agit seulement de combler les départs en retraite de la période précédente. Au bout du compte, nous allons traiter le courrier de Roye avec 0 collègue supplémentaire. Voilà l'arnaque qu'essaie de nous imposer la direction de La Poste. Nous avons toutes les raisons de nous y opposer.

Dans toutes les PICs, les mêmes conséquences

Le scénario n'est pas du tout spécifique à la PIC de Lesquin et Roye. Dans le Sud-Ouest, c'est la même chanson. La Poste ferme la PIC de Poitiers et cherche à envoyer le boulot sur la PIC de Cestas, à côté de Bordeaux, où le travail s'entasse déjà mais où la colère aussi s'accumule. La direction a annoncé vouloir faire travailler les dimanche pour passer le courrier. Mais pas sûr qu'elle réussira à faire passer la pilule très longtemps dans cette PIC, qui a acquis une tradition de lutte avec les débrayages du début d'année.

A Rennes, il y a un an

Il y a environ un an, c'était à Rennes que la même histoire se jouait. La PIC de Bretagne récupérait le courrier de la PIC de Caen, fermée par La Poste. À l'époque, les collègues de Rennes avaient pris l'initiative de faire plusieurs débrayages assez suivis pour demander des embauches ainsi que l'augmentation de la prime qu'ils devaient toucher pour collecter le courrier. Ces débrayages donnèrent des sueurs froides à la direction du site qui voyait déjà les CE de BAC et K7 s'accumuler. Elle fut contrainte d'augmenter la prime pour tenter de calmer la colère.



Se répartir le travail ou augmenter les profits des actionnaires

Le bénéfice net du groupe a augmenté d'environ 7 % au premier semestre 2024 pour atteindre 495 millions d'euros. Entre 2013 et 2023, le groupe La Poste a réalisé 11 milliards de bénéfices nets. Sur la même période, les effectifs des postiers ont diminué de 62 000 personnes en 10 ans. De l'argent, il y en a pour embaucher et mieux répartir la charge de travail !

La colère pourrait vite devenir contagieuse

Contre la fermeture des PICs, pour l'augmentation des salaires et pour des embauches : voilà des revendications qui nous unissent tous, par-delà nos PICs respectives. Pour l'instant, les débrayages et les grèves éclatent site par site. La crainte de la direction serait qu'un mouvement embrase l'ensemble des PICs et menace de s'étendre bien au-delà. Pour gagner sur nos revendications, il faut préparer un tel mouvement général en commençant par prendre contact entre travailleurs de différents sites postaux.